
Quatrième session, vingt-neuvième Législature

Fourth Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 20

Bill 20

Loi modifiant la Loi des fabriques

An Act to amend The Fabrique Act

Première lecture

First reading

Mr TETLEY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1973

Projet de loi 20

Loi modifiant la Loi des fabriques

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi des fabriques (1965, 1^{re} session, chapitre 76) est modifié:

a) en retranchant les paragraphes *d*, *e* et *f*;

b) en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe *i*, après le mot « préfet », le mot « apostolique »;

c) en retranchant les paragraphes *m*, *n* et *o*;

d) en remplaçant le paragraphe *p* par le suivant:

« *p)* « paroissien »: une personne majeure de religion catholique romaine qui appartient à une paroisse ou à une desserte et qui n'est pas un clerc attaché au service de cette paroisse ou desserte; ».

2. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *g* par le suivant:

« *g)* fixer la rémunération, les allocations, les avantages et la pension de retraite payables par les fabriques aux curés, aux desservants et aux clercs auxiliaires et en préciser le mode et les conditions de paiement; ».

3. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe *d*, les suivants:

Bill 20

An Act to amend The Fabrique Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of The Fabrique Act (1965, 1st session, chapter 76) is amended:

(a) by striking out paragraphs *d*, *e* and *f*;

(b) by inserting after the word "prefect" in the fourth line of paragraph *i* the word "apostolic";

(c) by striking out paragraphs *m*, *n* and *o*;

(d) by replacing paragraph *p* by the following:

"*(p)* "parishioner": a person of full age of the Roman Catholic religion who belongs to a parish or chapelry and is not a cleric assigned to administer to that parish or chapelry;"

2. Section 4 of the said act, amended by section 1 of chapter 78 of the statutes of 1968, is again amended by replacing paragraph *g* by the following:

"*(g)* fix the remuneration, allowances, benefits and retirement pension payable by *fabriques* to pastors, ministering clerics and auxiliary clerics and specify their mode and conditions of payment;"

3. Section 5 of the said act, amended by section 2 of chapter 78 of the statutes of 1968, is again amended by adding, after paragraph *d*, the following:

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet retranche certaines définitions contenues à l'article 1 de la Loi des fabriques; ces définitions sont inutiles. Cet article précise aussi les définitions des expressions « évêque » et « paroissien ».

Les articles 2 et 3 précisent les pouvoirs que l'évêque peut exercer dans son diocèse.

L'article 4 permet à une fabrique d'être membre d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu; il lui permet également d'être membre d'une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.

L'article 5 assujettit à l'autorisation préalable et spéciale de l'évêque l'exercice par une fabrique des pouvoirs visés à l'article 4. Il assujettit également à cette autorisation le pouvoir des fabriques de requérir les services de personnes ou d'organismes pour fins de souscriptions ainsi que le pouvoir d'aliéner des biens meubles présentant un intérêt historique ou artistique ou acquis par la fabrique depuis plus de cinquante ans.

L'article 6 permet la tenue d'une élection des marguilliers au cours des deux derniers mois de chaque année financière.

L'article 7 précise qu'un marguillier ne peut remplir un nouveau mandat que deux ans après l'expiration de son mandat précédent.

L'article 8 permet à l'évêque de donner lui-même l'avis écrit d'une assemblée de fabrique.

L'article 9 permet à l'évêque ou son délégué de présider l'assemblée de fabrique si le curé ou desservant est absent ou incapable d'agir ou s'il refuse d'agir.

L'article 10 permet l'ajournement d'une assemblée de fabrique sans nouvel avis pour terminer les affaires commencées lors d'une assemblée précédente.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill strikes out a number of definitions contained in section 1 of The Fabrique Act which are now useless. It also clarifies the definitions of "bishop" and "parishioner".

Sections 2 and 3 specify certain powers of the bishop in his diocese.

Section 4 allows a fabrique to be a member of a mutual fire insurance company, and also of a savings and credit union which is a registered institution under the Québec Deposit Insurance Act.

Under section 5, a fabrique must have prior and special authorization from the bishop to exercise the powers contemplated in section 4, or the power to employ the services of individuals or organizations in gathering subscriptions, or to alienate moveable property of historic or artistic interest or in the fabrique's possession for over fifty years.

Under section 6, the election of churchwardens may be held in the last two months of the fiscal year.

Section 7 provides that a churchwarden cannot be reelected until two years after the end of his term.

Section 8 authorizes the bishop himself to give notice of a fabrique meeting in writing.

Under section 9 the bishop or his delegate may preside at a fabrique meeting if the pastor or ministering cleric is absent or unable to act or refuses to do so.

Section 10 allows the adjournment of a fabrique meeting without another notice to conclude unfinished business before the meeting.

« e) régir la construction des églises, des presbytères et des autres immeubles des fabriques;

« f) régir les dépenses des fabriques, en établir les conditions et prescrire celles qui ne pourront être faites sans l'autorisation préalable de l'évêque;

« g) définir, pour l'application du paragraphe *i* de l'article 26, la notion de « bien meuble présentant un intérêt historique ou artistique ». »

4. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 82 des lois de 1966/1967 et par l'article 5 du chapitre 78 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *t* par le suivant:

« *t*) être membre d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, ou être membre d'une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec (1966/1967, chapitre 73), et déposer ses fonds, en tout ou en partie, dans cette caisse d'épargne et de crédit; ».

5. L'article 26 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *g*, les mot et lettre « et *s* » par ce qui suit: « , *s* et *u* »;

b) en ajoutant, après le paragraphe *g*, les suivants:

« *h*) requérir les services de personnes ou d'organismes pour fins de souscriptions;

« *i*) aliéner des biens meubles présentant un intérêt historique ou artistique ou acquis par la fabrique depuis plus de cinquante ans. »

6. L'article 35 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots « du dernier » par les mots « des deux derniers ».

7. L'article 38 de ladite loi est modifié en remplaçant les trois dernières lignes par ce qui suit: « ceux-ci n'ont pas été élus ou nommés; ils ne peuvent remplir un nouveau mandat que deux ans après l'expiration de leur mandat précédent ».

“(e) supervise the construction of churches, parsonages and other immovables of *fabriques*;

“(f) supervise and fix the conditions of expenditures of *fabriques* and prescribe expenditures not to be incurred without prior authorization of the bishop;

“(g) define, for the application of paragraph *i* of section 26, the expression “moveable property having a historic or artistic interest”.”

4. Section 18 of the said act, amended by section 7 of chapter 82 of the statutes of 1966/1967 and by section 5 of chapter 78 of the statutes of 1968, is again amended by replacing paragraph *t* by the following:

“(t) be a member of a mutual fire insurance company or be a member of a savings and credit union which is a registered institution within the meaning of the Québec Deposit Insurance Act (1966/1967, chapter 73), and deposit all or part of its funds in that savings and credit union;”.

5. Section 26 of the said act is amended:

(a) by replacing the word and letter “and *s*” in the second line of paragraph *g* by the following: “, *s* and *u*”;

(b) by adding, after paragraph *g*, the following:

“(h) require the services of persons or bodies for subscription purposes;

“(i) alienate moveable property having a historic or artistic interest or acquired by the *fabrique* more than fifty years previously.”

6. Section 35 of the said act is amended by replacing the word “month” in the fourth line by the words “two months”.

7. Section 38 of the said act is amended by replacing the words “they are reeligible one year after the expiration of their term” in the last four lines by the words “they are not reeligible until two years after the expiry of their previous term”.

8. L'article 43 de ladite loi est modifié en ajoutant dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « donné », les mots « par l'évêque, ».

9. L'article 45 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

« Si le curé ou desservant est absent ou incapable d'agir ou s'il refuse d'agir, l'évêque ou son délégué peut présider l'assemblée de fabrique; il est alors considéré comme un membre de la fabrique et jouit du même droit de vote que le curé ou desservant. »

10. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 46, le suivant :

« **46a.** Si, à une assemblée de fabrique dûment convoquée, les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées, l'assemblée peut être ajournée aussi souvent qu'il est nécessaire pour la considération et la dépêche des affaires inachevées, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de ces ajournements aux membres présents ou absents; mais aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération à aucun ajournement d'une assemblée, sauf si tous les membres de la fabrique sont alors présents et y consentent. »

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

8. Section 43 of the said act is amended by adding after the word "the" in the second line of the second paragraph the word "bishop,".

9. Section 45 of the said act is amended by adding at the end the following :

"If the pastor or ministering cleric is absent or unable to act or refuses to do so, the bishop or his delegate may preside over the *fabrique* meeting; he is then deemed a member of the *fabrique* and enjoys the same right to vote as the pastor or ministering cleric."

10. The said act is amended by adding, after section 46, the following :

"**46a.** If, at a duly called *fabrique* meeting, business tabled remains, the meeting may be adjourned as often as necessary for consideration and dispatch of such business without the necessity of giving notice of these adjournments to members present or absent, but no new business may be tabled or considered at an adjournment of a meeting unless all the members of the *fabrique* are then present and agree thereto."

11. This act shall come into force on the day of its sanction.